

Le maroc apres Outkir

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 23-8-1972 - N° 69

**L'ART
peut-il
CHANGER
LA VIE ?**

(après les festivals d'été, pages 6 et 7)



prague et les procès

Vingt ans après la mascarade judiciaire intentée à Slansky et autres communistes de Prague distribue à tout venant ses verdicts qui ne sont que le commencement d'un processus infernal. Dans la patrie du « brave soldat Chveïk », la Bêtise est de nouveau au pouvoir : Gustav Husak laissera son nom dans l'Histoire pour avoir accompli le plus odieux des forfaits, celui qui touche à l'âme d'un peuple, un « génocide spirituel », selon l'expression calculée de Loebli.

Pachman et Prchlik, Huebl et Bartocek... Impossible de les citer tous, ils seront sans doute — maigre consolation — réhabilités un jour. Après leur mort. Lorsqu'ils ne gêneront plus personne. Beaucoup de victimes du stalinisme ont été réhabilitées vingt ou trente ans après leur exécution. Leur crime ? Avoir voulu restaurer la dignité de leur nation, redonner vie à l'âme d'un peuple qui meurt sous les coups d'un totalitarisme bien plus sauvage et bien plus subtil que celui, instauré il y a trente ans, par les nazis dans le protectorat de Bohême-Moravie.

LA HONTE

Les procès de Prague et de Brno, menés dans le cadre de la « reprise en main » active (d'après le XIV^e Congrès du P.C. tchécoslovaque qui vit la consécration de Husak et les marques de confiance prodiguées par Brejnev en mai 1971), rappellent étrangement les procès en sorcellerie intentés par Staline entre 1949 et 1951.

Annie Kriegel a savamment démonté les mécanismes de cette vague de procès qui répondait à une nécessité interne impérieuse. En effet, l'heure était grave : le Parti Soviétique, habitué à exercer une domination indiscutée sur le mouvement communiste, se trouvait en échec face à l'énorme personnalité de Tito qui, malgré les intimidations, pressions et tentatives de noyautage du P.C. yougoslave, se détachait de l'orbite moscovite. En Tchécoslovaquie, après l'éviction définitive de Bénès et des ministres « bourgeois » par un coup d'état sans effusion de sang, les communistes accumulaient les maladroites. Sur le plan économique, en appliquant des méthodes pour pays sous-développés, alors que la Tchécoslovaquie constituait depuis longtemps une nation industrialisée (Skoda). L'échec patent de « la construction du socialisme » fut proportionnel à la chute générale de la production et au mécontentement populaire. Tout cela impliquait le renforcement de la discipline au sein du Parti lui-même, afin de donner à l'extérieur une image de régénérescence. Rudolf Slansky, secrétaire du Parti, et de nombreux membres du

gouvernement ou du Comité Central, firent les frais de l'opération. Gottwald, puis Novotny en Tchécoslovaquie, Bierut en Pologne, Mathias Rákosi en Hongrie furent les bourreaux sanguinaires, les exécuteurs à la solde de l'URSS dans ce mouvement général. « Le Comité Central était devenu une instance d'enregistrement qui approuvait passivement la décision et la ligne politique fixées par cette minorité », explique Artur London dans « L'Aveu ».

Novotny traversa la crise de 1956 — Congrès de la déstalinisation puis événements de Budapest et de Varsovie — sans être inquiété. Pis, c'est lui que l'on retrouve en 1968 aux prises avec Dubcek et la « nouvelle classe ».

LE DEFI

Alors que le système de planification et de gestion subissait un échec sans précédent (recul absolu de la production), une « nouvelle classe » de réformistes apparaissait en face des apparatchiki conservateurs et responsables de la crise. Ota Sik, leur chef de file incontesté, proposait des solutions au mal : limitation de la planification autoritaire aux grandes options. Cela signifiait que les entreprises allaient échapper au carcan et bénéficier d'une autonomie de gestion. La nouvelle économie allait reposer sur la vérité des prix... le parfum d'hérésie flottait dans les cénacles économiques tchécoslovaques. Les intellectuels firent bientôt la jonction historique et politique qu'il convenait de faire pour compléter et vivifier cette remise en cause des économistes. Les écrivains (Liehm, Vaculik, Mnacko) se déchaînèrent contre la bureaucratie. Le tortionnaire Novotny ne sut pas répondre et s'écroula dans l'indifférence générale en janvier 1968, laissant sa place de secrétaire général à Alexandre Dubcek, un « jeune loup » lié au clan réformateur, tandis que les Soviétiques se tenaient dans une inquiétante expectative. Deux forces (mi-) spontanées échappèrent malheureusement au contrôle de la nouvelle direction : l'information « libérée » et les conseils ouvriers formés sur tout le territoire. Ce sont elles qui, en radicalisant le mouvement, effrayèrent le colonisateur soviétique et condamnèrent le « Printemps de Prague ». Ulbricht, Gomulka et Brejnev ne se trompaient pas lorsqu'ils prônaient l'intervention, conscients du danger que représentait pour eux un régime qui avait su se concilier la technocratie, l'intelligentsia et la classe ouvrière. (En décembre 1970, Gomulka tomba victime des émeutes ouvrières...) Le 21 août 1968 restera désormais pour tout un peuple l'occasion de se souvenir d'une agression contre sa personnalité physique et morale. Depuis, il y avait le silence. Ou pres-

que. Il y avait bien eu le sacrifice par le feu de Jan Palach. Mais qu'est-ce que cela changeait ?

Il y eut bien aussi la formation à la sauvette de quelques mouvements qui distribuèrent des tracts clandestins, les protestations vite étouffées de quelques « émigrés de l'intérieur », les vaines déclarations de personnalités éminentes comme le courageux professeur Sakharov ou l'écrivain Soljenitsyne : une goutte d'eau dans l'océan de la répression. Tout cela ne pouvait enrayer le mécanisme sordide de la sinistre « normalisation ». Aujourd'hui, le Parti est devenu complètement sclérosé après avoir prononcé un demi-million d'exclusions, pour la plupart des membres de moins de quarante ans ; le marasme économique s'est installé solidement, mais Brejnev a dit que la solution consistait en une « intégration absolue au sein du COMECON » ; le blocage politique est au paroxysme, les élections générales de novembre dernier se sont déroulées dans l'apathie la plus complète : les procès de Prague viennent à point pour divertir une fois de plus l'opinion sur de faux problèmes. Pachman a été accusé d'avoir comploté contre l'Etat (?), comme Slansky était accusé en 1952 d'être « un agent de l'impérialisme sioniste » (?). Les raisons fondamentales de cette phase de répression sont évidemment fonction de l'impérialisme soviétique.

D'abord, il y a la nécessité stratégique vitale pour l'URSS de tenir bien en main un pays qui constitue une pièce majeure dans l'édifice hyperstructuré du Pacte de Varsovie et qui a plusieurs centaines de kilomètres de frontière commune avec l'Ouest. Géographiquement, seule la Roumanie peut se permettre quelques fantaisies. Ensuite, à travers la bureaucratie de Husak, c'est tout le système bureaucratique soviétique qui est mis en accusation, tous les appareils au pouvoir en URSS et dans les pays-satellites, ceux de Brejnev, de l'Allemand Willy Stoph, du Bulgare Jivkov ou du Polonais Gierek (le mythe qui fait obstinément de Gierek un technocrate est vivace mais sans fondement en Occident) sont remis en cause. Lutte de prestige mais aussi lutte de survie. L'ébranlement serait catastrophique.

Les soucis de l'occupant soviétique ne sont pas terminés pour autant : il lui faudra compter sur le durcissement de l'opposition intérieure, tant au niveau des moyens qu'au niveau idéologique, la Chine peut se révéler être d'un grand attrait, ne s'étant jamais exprimée en litotes sur le problème, ayant toujours dénoncé avec vigueur l'agression de l'Armée Rouge ; ainsi que sur l'évolution — à l'extérieur — des partis-frères, frappés d'excommunication il y a quelques mois par le rapport Bilak, ceux de Hongrie au sein duquel est apparue une « nouvelle classe », plus souple et plus diplomate que l'équipe d'Ota Sik, qui a instauré une réforme économique intéressante, et de Roumanie où M. Ceausescu mène une politique originale. Tout semble être en suspens pour un bref instant, en ce moment dans les pays dits « satellites », où le duel à mort engagé entre technocrates et bureaucrates est loin d'être terminé.

maroc

Le Maroc est un des pays où la France peut se montrer justement fière de l'œuvre accomplie : grâce à l'intelligence de Lyautey et à sa fermeté face aux exigences des politiciens républicains de la métropole qui voulaient se servir du territoire comme d'un dépotoir pour résoudre leurs problèmes locaux ; le royaume chérifien n'a jamais été une « colonie de peuplement ». L'utilisation et le respect des structures et des traditions du pays, jointes à l'action de Français (militaires et civils) éclairés, ont fait que lors de l'accession du Maroc à l'indépendance, le pays était des plus viables économiquement et politiquement.

Pourtant, treize mois après la rébellion de Skhirat, le roi Hassan II vient de nouveau d'échapper de justesse à un attentat spectaculaire et voilà que se repose la question de l'avenir du pays. Cette fois-ci, ce sont des éléments de l'aviation royale qui sont responsables de cette action.

Cela ne faisait aucun doute que le « chef d'orchestre » ci n'estin était particulièrement bien placé car, depuis Skhirat, la protection du roi avait été renforcée par la création d'une nombreuse phalange de nouveaux gardes du corps, formés par des moniteurs français.

Au-delà des événements actuels, il faut se poser le problème des forces en présence dans le pays.

Le régime actuel du Maroc juxtapose les meilleures et les pires des choses en ce sens que l'équipe au pouvoir est intelligente et compétente. Mais la corruption et l'incompétence de nombreux fonctionnaires, jointes à l'existence d'une grande bourgeoisie locale égoïste et avide, font que, comme dans beaucoup des pays du Tiers-Monde, l'impulsion qui pourrait être donnée est souvent détournée et mal suivie. Il est alors facile de mettre en cause l'institution royale, et elle seule...

Pourtant, l'opinion publique marocaine est remarquablement peu politisée et constitue finalement le meilleur soutien du roi qui jouit auprès d'elle d'une fidélité certaine due toujours à son rôle de chef religieux, parfois à son rôle politique et surtout au profond respect des traditions nationales marocaines auxquelles personne ne peut prétendre apporter une solution de remplacement viable. Le roi est le ciment et le symbole de la nation et la chance d'une évolution sans bouleversement. Le

peuple et plus préoccupé des problèmes du chômage et du nombre des jeunes que des jeux et subtilités de la politique.

Face à une opinion fidèle, mais fataliste, ne posant pas le problème politique en termes d'institutions, mais qui suivrait cependant sans trop rechigner tout pouvoir nouveau mis en place, les ambitions existent certes, mais quelles sont-elles ?

Les forces politiques d'opposition ne font pas trop bonne figure malgré la publicité qui leur est faite dans les « démocraties » occidentales ou populaires. L'U.N.F.P. (Union Nationale des Forces Populaires) est constamment en proie à des jeux et intrigues d'état-major, à des luttes d'influence internes qui ne la rendent crédible, et encore, que pour Mitterrand. Cependant les « jeunes Turcs » du parti, plus réalistes, sincères et ouverts, tentent actuellement de le secouer pour en faire une force d'opposition constructive à laquelle le roi pourrait faire appel.

En face, l'Istiqlal, bête et méchant, ne peut espérer que dans l'improbable éventualité d'un abaissement général des Marocains pour retrouver un rôle dirigeant que certains de ses chefs avaient autrefois plus ou moins mérité.

Le Front de l'Opposition (Koutlah Al W tania), de création récente, ne peut évidemment pas prétendre, dans cette farce constante qu'est l'opposition actuelle, représenter une alternative politique sérieuse.

Reste l'Armée qui a jusqu'alors été la seule force d'où soient parties des actions tendant à renverser le roi. Les F.A.R. (Forces Armées Royales) étaient grande fierté du régime. Le Marocain a toujours eu un tempérament guerrier : goût du combat et culte du chef. Pourtant cette armée choyée, nombreuse, bien équipée, n'est plus sûre. Certains vieux officiers voudraient l'abdication du roi, de jeunes officiers voudraient une république socialiste, à tendance panarabe dans un pays dont le caractère arabe n'est pas très affirmé, séduits qu'ils sont par l'expérience libyenne du colonel Khadafi. Mais le Maroc n'est pas la Libye. C'est un pays plus moderne mais sans les immenses ressources naturelles qui servent de « nerf de la guerre » et de moyen de pression aux jeunes colonels libyens. Pour qu'une dictature militaire puisse s'installer au

Maroc, encore faudrait-il qu'un certain consensus, un projet commun existe dans l'armée. Il n'en est rien. Les attentats n'ont été jusqu'alors que le fait d'éléments isolés et minoritaires, abusant leurs troupes et n'étant d'accord entre eux ni sur les buts à atteindre ni sur un projet cohérent de gouvernement. Il y a même quelque chose de grotesque et d'inquiétant dans ces luttes intestines, ces complots de mess, ces rivalités de complotiers qui risquent cependant de verser sur le pays un bain de sang.

Pourtant dans sa grande majorité, l'armée reste fidèle à la dynastie aouite et le roi devrait pouvoir continuer à lui faire confiance comme il l'a répété le mois dernier, anniversaire de la tuerie de Skhirat, aux élèves sous-officiers de l'école d'Ahermoumou qui avait été la masse de manœuvre, inconsciente, du complot de 1971.

Ministre failli et déshonoré pour la postérité, complotier machiavélique déçu, suicidé sur commande ou discrètement éliminé, le général Oufkir était un personnage à replacer dans la réalité du Maroc d'aujourd'hui ; un pays qui se développe économiquement avec une population qui a conservé les structures sociales de notre Renaissance (chevaliers, seigneurs locaux, sicaires, bourgeoisie de Fez ambitieuse, face à des masses populaires aborives et indifférentes aux joutes politiques).

Face à une bourgeoisie qui ne le soutient que parce qu'il ne la gêne pas, à des officiers turbulents, ambitieux et inconstants, c'est en s'appuyant sur les masses populaires et en faisant évoluer dans un sens plus social des structures traditionnelles qui ont fait leurs preuves, que le roi pourra continuer à diriger et à faire avancer son pays. L'évolution récente de l'U.N.F.P. pourrait représenter un espoir d'évolution constructive dans cette direction. Pour l'instant, le rôle du Maroc en Afrique, qui allait grandissant, risque d'être affaibli par ces remous internes.

La France a dans le Maroc moderne un rôle à jouer. Si elle sait l'appuyer dans sa politique africaine en l'aidant à retrouver sa place et son lustre, le Maroc pourra être un allié précieux pour la politique de la France dans les pays musulmans. Le mois prochain, quand Maurice Schumann ira au Maroc, la disparition d'Oufkir lui aura retiré une douloureuse épine diplomatique du pied mais l'incertitude politique du pays l'amènera à marcher sur des oursins. Il est pourtant fondamental que de ce voyage les liens entre le Maroc et la France sortent renforcés.

Philippe TAYAC.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**





l'occitanie :

mystique ou mythe ?

Occitanie... Ce mot, pratiquement inemployé voici une douzaine d'années, est en train de faire recette dans le Midi. Après les plaques Bzh (Breizh) apposées sur les automobiles bretonnes, les « Occitania » fleurissent sur les voitures de Nîmes, Narbonne ou Rodez. Ils s'étalent aussi sur les murs ou les chaussées des routes méridionales.

Et Mort et résurrection de M. Occitania, cette curieuse pièce tendant à la fois de la chanson de troubadour et du happening qui chante à la fois la misère et la révolte du Midi, est jouée jusque dans les petits villages de l'Hérault ou du Gard.

Parallèlement ont fait leur apparition des partis qui se veulent défenseurs et libérateurs de la « nation occitane ». Le nombre restreint de leurs militants ne les empêche pas de faire un travail intense d'agitation qui recueille souvent un accueil favorable, à tout le moins un succès d'estime. Ce serait donc une profonde erreur que de traiter par le dédain le « phénomène occitan ».

En fait, ce mouvement traduit à la fois la volonté de lutte contre la centralisation d'une région qui fait le complexe du colonisé et... le dilemme intellectuel dans lequel les régionalistes de gauche se trouvent enfermés : ou bien défendre la démocratie française et sombrer dans le jacobinisme, ou bien rejeter avec le jacobinisme, le cadre national en opposant le principe des nationalités à la réalité historique française et tomber dans le surréalisme politique. Face au mouvement occitan, notre tâche d'Action Française est double : démystifier son aspect idéologique, encourager ses efforts en vue d'une renaissance du Midi.

Les pays de langue d'Oc, face à la centralisation instaurée par la Révolution et l'Empire, maintenue par les divers régimes parlementaire au XIX^e siècle, se sont servis de la poésie et de la culture pour préserver leur identité.

Dans la première moitié du XIX^e siècle une poésie populaire occitane Gèlu, Jasmin, Reboul se développe. En 1854 se crée le Félibrige, dont les leaders se nomment Roumanille, Aubanel et surtout Mistral. Le Félibrige s'efforce de codifier la langue et la grammaire occitanes, de recréer une grande littérature de langue d'Oc. Il y réussit en bonne partie : « Mireille » compte parmi les chefs-d'œuvre du XIX^e siècle.

DU FELIBRIGE...

L'exemple du Félibrige inspire les renaissances littéraires grecque et roumaine. Mais le Félibrige a le tort de cultiver « l'art pour l'art », de s'enfermer dans l'érudition et la littérature. Dès lors, sans prise sur le destin de la région, il est incapable de s'opposer à sa destruction accompagnée d'un génocide culturel — défense de parler « patois » à la communale — perpétrée par la III^e République.

C'est contre cet enlèvement que protestent les « Jeunes Félibres Fédéralistes » conduits par Maurras et Amouretti en 1892. Las des discours et banquets ils exigent l'autonomie provinciale, la mort du département et ajoutent : « *Nous voulons que [l'union des communes] se fasse suivant leurs affinités historiques, économiques, naturelles, et à bien les voir, éternelles.* »

On sait comment la préoccupation régionaliste conduit Maurras à conclure que la décentralisation nécessite la disparition de la République jacobine et l'instauration d'une Monarchie Fédérative des régions.

Mistral, au soir de sa vie, adhéra à l'Action Française. Mais le Félibrige dans son ensemble continua sous prétexte « d'apolitisme » à se cantonner dans l'exaltation stérile du terroir. Le mouvement, qui avait eu à la tête un Mistral et un Aubanel, se mit à tomber dans la comptine bucolique du retour à la terre comme un vulgaire René Bazin ou un propagandiste contractuel de la « *Révolution Nationale* » sous le régime de Vichy ! De leur côté, pris par d'autres combats, les militants méridionaux de l'A.F. délaissèrent par trop la propagande dans les milieux régionalistes.

Entre les deux guerres, le Félibrige était devenu si peu gênant pour le régime qu'un Daladier pouvait se permettre d'y adhérer... tout en votant à la chambre contre l'enseignement de la langue d'Oc dans les établissements scolaires. D'ailleurs, des frères Sarraut à Doumergue, nombreux sont les politiciens républicains qui se taillent des fiefs de clientèle dans le Midi tout en poursuivant à Paris une politique centralisatrice.

... AU MOUVEMENT OCCITAN

Après 1945, le Félibrige, suspect de « pétainisme », achève de s'étioler malgré le maintien de quelques revues (1). Un nouveau régionalisme en revanche surgit, animé en bonne partie par la gauche.

Un Institut d'Etudes Occitanes est créé, dont Robert Lafont est pendant les années cinquante l'animateur. Il poursuit le combat sur le plan linguistique et littéraire et cherche à définir un nouvel esprit régionaliste progressiste.

En 1962, l'affaire de Decazeville joue un rôle mobilisateur. L'I.E.O. est alors doublé par le Comité Occitan d'Etude et d'Action (C.O.E.A.) présidé par Robert Lafont. Le C.O.E.A. dénonce

le « colonialisme intérieur », thèse chère à Lafont (2). Il se bat pour l'instauration d'une « propriété régionale » pour lutter contre les trusts. Membre un moment de la Convention des Institutions Républicaines de Mitterrand, il la quitte car il supporte mal la cohabitation au sein de la F.G.D.S. avec les notables radicaux ou socialistes.

L'action du C.O.E.A. se radicalise après 1968. En 1969 un disciple de Lafont, Yves Rouquette, déclare : « *Il faut faire péter la France* ». Des comités d'action occitans s'inspirant du C.O.E.A. se créent qui dénoncent avec violence l'impérialisme français et la « colonisation ».

En 1971, le C.O.E.A. se transforme en un mouvement « Lutte occitane » animé par des maos-populistes, style « Cause du peuple ». Dépassant très largement les positions de Robert Lafont, « Lutte occitane » affirme : « *Notre terrain est celui de la lutte des classes menée par les travailleurs occitans contre la double exploitation capitaliste et nationale.* »

« Lutte occitane » veut la destruction de « l'Etat capitaliste français ». Il milite pour une Internationale prolétaire des nationalités au sein de laquelle le mouvement populaire occitan aura sa place. Mais refuse en revanche de se déclarer « nationaliste occitan », différant en cela du P.N.O. Le Parti National Occitan, lui moins influent semble-t-il que « Lutte occitane », fondé vers 1960 par un transfuge du Félibrige, François Fontan, affirme que « *L'indépendance nationale se révèle toujours plus comme l'objectif primordial, préalable à tous autres : socialisme, démocratie, etc.* » et milite pour la création d'un Etat correspondant à l'ethnie occitane, fédéré au sein d'une Europe des peuples.

UNE LUTTE POPULAIRE...

Le style de propagande des mouvements occitans — Lutte occitane surtout — a l'avantage d'être beaucoup plus proche des préoccupations des habitants du Midi que celui des partis de gauche classiques. Lutte occitane pénètre dans les milieux populaires, paysans notamment, en prenant des mots d'ordre simples : campagne contre le camp de Larzac, contre la mainmise des trusts style Préfontaines sur la commercialisation du vin, contre la prostitution touristique.

Sa force principale vient de ce qu'il a su faire la jointure entre la politique et le culturel. « *Mort et résurrection de M. Occitania* » met en scène un paysan du Midi mort et ressuscité par une sorcière pour trois jours afin qu'il connaisse les raisons de sa mort ; sont alors mis en accusation les circuits de distribution du vin qui, vendu 65 centimes le litre, arrive chez le détaillant, 2,20 F. Mancholt et Vedel qui, associés au banquier américain Digeraplan, ont condamné la région à n'être plus qu'un vaste parc pour touristes à la recherche du typique ; les politiciens électoralistes eux aussi de mêche avec Digeraplan.

La pièce est jouée par des militants ; les détails du scénario changent en fonction de la situation économique et sociale du village dans lequel elle est jouée. Elle se termine par un appel à la lutte de M. Occitania et par une discussion entre acteurs et spectateurs. C'est tout un peuple alors qui vibre à l'évocation de son exploitation comme au rappel de la révolte des vignerons en 1907, de la commune de Narbonne, de la grève de Decazeville.



De même, la chanson occitane multiplie de façon considérable l'impact du mouvement occitan, Marti qui est au Midi ce que Glenmor est à la Bretagne, chante toute la misère et tout l'espoir de sa région. Comment ne prendrait-il pas aux tripes les vigneron lorsque, de sa voix magnifique il proclame en occitan :

*Pour chanter le vigneron
Je te chanterai une chanson
Je ne chante pas la douce treille
Qui parle de sa misère
Pour chanter le vigneron
Et pour en faire une danse
Nous disons que nous en avons assez
D'abandonner notre terre*

Comme le déclarait Marti à la revue « Vivre » : « *Finalement on part d'une chanson et on arrive à la nécessité d'une transformation totale de la société.* »

Face à ce mouvement qui a su assumer l'héritage culturel du Midi et dénoncer avec pertinence ses maux, comment un militant d'A.F. ne se sentirait-il pas en sympathie, n'en déplaise aux pisse-froid félibrons de salon ou conservateurs du « vieux terroir ».

Cette sympathie nous fournit une raison supplémentaire de dénoncer la nouvelle impasse dans laquelle, pour des raisons idéologiques, cette fois, le mouvement de renaissance du Midi est en train de s'enfoncer.

... FAUSSE PAR L'IDEOLOGIE

Le « *combat national occitan* » est en effet l'exemple type du mythe ambigu et dangereux qui pourrait bien se retourner en dernier ressort contre les « Occitans » eux-mêmes.

Notons d'entrée que les militants occitans sont bien en peine de définir les fondements de l'Occitanie. Au cours d'un colloque organisé par la revue « Que faire ? » en 1971, cette impuissance a été bien mise en relief.

Comme le remarquait l'ethnologue Emmanuel Terray, définir la nation occitane comme une ethnie ne veut pas dire grand-chose car les ethnologues eux-mêmes, lorsqu'ils veulent trouver les critères d'une ethnie (langue, culture, mode de vie), s'aperçoivent que les aires territoriales ainsi définies par chaque critère sont loin de se superposer.

Terray déclare qu'« *il n'y a pas de nation française en soi en dehors de l'histoire* » (3). Pour l'Occitanie, il pense que de préférence au critère linguistique et culturel il faut faire intervenir comme facteur déterminant un facteur historique : « *la formation d'un particularisme qui au-delà d'un certain seuil devient conscience nationale* » (3).

Malheureusement pour les militants occitans, cette conscience nationale n'a jamais existé. Dans le passé le terme d'Occitanie — créé par les rois de France par opposition à « l'Aquitania » des rois d'Angleterre après l'annexion du Languedoc ! — n'a jamais recouvert une réalité politique : l'Aquitaine dont le duc était roi d'Angleterre et le Languedoc, dirigé jusqu'en 1229 par le comte de Toulouse, étaient des fiefs de la couronne capétienne. Celle-ci, dès le XI^e siècle, arbitrait les litiges entre Toulouse et Bordeaux ! Quant à la Provence, terre d'Empire, elle n'a été rattachée au royaume qu'à la fin du XV^e siècle.

Certes, de Bordeaux à Marseille, de Limoges à Carcassonne existait l'intercompréhension entre les divers parlers du Midi et une identité de civilisation assez symbolisée par les troubadours (dont

la littérature s'est d'ailleurs surtout formée sur les marges de la langue d'Oc et de la langue d'Oïl entre Limoges et Poitiers). Mais, faute d'une médiation politique, il n'y a pas eu de conscience nationale occitane.

C'est dans le cadre de la nation française que les habitants du Midi se sont retrouvés ensemble. Dès lors, leur sentiment d'appartenance à un même type de civilisation s'est forgé à l'intérieur de la France grâce à la médiation du roi capétien et non à celle du comte de Toulouse qui n'a jamais gouverné les territoires situés à l'est du Rhône et à l'ouest de la Garonne. Dès lors, le particularisme méridional s'est intimement uni à l'appartenance à la nation française.

Actuellement, de l'aveu même des militants de Lutte occitane et du P.N.O., la conscience nationale occitane reste à forger à travers les luttes populaires. Ceci n'empêche pas le P.N.O. de définir l'Occitanie comme ensemble de 31 départements ! Lutte occitane plus prudente déclare que les frontières ont une importance secondaire, que les limites de l'Occitanie et la forme institutionnelle qu'elle prendra seront déterminées par l'évolution des luttes populaires. Bref, Lutte occitane se bat pour une nation qui n'existe pas encore avec stratégie à géométrie et à objectifs variables ! Dès lors, que reste-t-il du nationalisme occitan en dehors d'une référence au critère linguistique, insuffisant pour faire naître une nation, et d'un pari incertain sur l'avenir hypothétique ?

OCCITANIE, DEBOUT... CONTRE LA REPUBLIQUE !

La question occitane devient alors assez simple : il s'agit pour les habitants du Midi de lutter pour l'avènement d'un régime qui compose au lieu de les opposer, appartenance à la civilisation méridionale et l'appartenance à la nation française.

Cette union, la Monarchie était assez bien parvenue à la faire. Oh, bien sûr, il ne s'agit pas de décrire la vie du Midi sous l'Ancien Régime comme une idylle ! Nous ne sommes pas les charlatans de la Monarchie et nous ne songeons pas un instant à affirmer que la conquête du Languedoc a été faite sans meurtrissures cruelles.

Ainsi le sac de Béziers en 1210 par la croisade des Albigeois demeure une tache sanglante et un acte inexcusable.

Du moins la Monarchie, loin d'organiser l'oppression systématique du Sud, a-t-elle protégé ses libertés. De l'aveu même de Robert Lafont (4) « *le grand moment* » de la Provence et du Bas-Languedoc date du XVII^e siècle et du règne de Louis XIV alors que les Etats locaux et les Intendants pratiquent une collaboration intelligente pour développer le pays.

Toujours selon Robert Lafont — pourtant peu suspect de sympathies monarchistes — Henri II favorise tellement le développement de Toulouse en y créant une Bourse des marchands que « *en 1553 cette Bourse peut remercier le roi majestueusement en lui prêtant 30.000 livres* ». (4)

Pourquoi cette différence entre le traitement réservé au Midi par la Monarchie et celui que lui a infligé la République ?

Est-ce parce que Henri II ou Louis XIV étaient plus vertueux et meilleurs que Daladier ou Pompidou ? Cette bonne blague !

Plus simplement la Monarchie n'avait pas les tares institutionnelles de la République : un Roi n'a pas d'élections à gagner, donc pas de banquier — américain ou non — à ménager en lui vendant le patrimoine des régions. Il n'a pas davantage à réduire les collectivités locales à l'état de clientes et de mendigotes du Pouvoir, de peur que trop puissantes elles ne fassent voter pour l'opposition.

Alors la Monarchie n'est-elle pas la seule solution progressiste capable de résoudre la crise du Midi ? Nous sommes prêts quant à nous à en discuter avec tous les militants occitans.

Arnaud FABRE.

(1) Entre autres *Le gai saber* (Toulouse), *Fé* (Aix), *Lemouzi* (Limoges), etc.

(2) Exposées notamment dans « *La Révolution régionaliste* », « *Sur la France* », « *Décoloniser en France* » (Gallimard).

(3) Cf « *Que Faire* » n° 7, décembre 1971.

(4) Cf Robert Lafont : « *La révolution régionaliste* », pp 94 à 130.

république ou monarchie

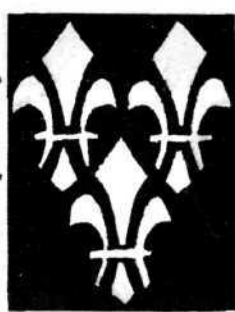
Ont répondu à ce débat :

- n° 33 Gabriel Matzneff
- n° 34 Marc Valle
- n° 36 Jacques Laurent (1)
- n° 37 Roland Laudénbach
- n° 38 Baruch
- n° 39 Monseigneur Pierre
- n° 40 Paul Sérant
- n° 41 Pierre Boutang
- n° 42 Jean-François Chiappe
- n° 43 Michel Déon
- n° 44 Christian Dedet
- n° 45 Général d'Esneval (1)
- n° 46 Marcel Loichot
- n° 48 Jean Cassagneau
- n° 49 Batonnier Lussan

- n° 50 Jacques Perret
- n° 51 Jean-Marie Domenach
- n° 52 Jean de Fabrègue
- n° 53 Jean Royer
- n° 54 Raoul Girardet
- n° 55 Georges Montaron
- n° 57 Philippe de Saint Robert
- n° 58 Gabriel Marcel
- n° 60 Jacques Paugam
- n° 62 Jean-François Gravier
- n° 65 Henri Leclerc

Début septembre, reprise de l'enquête sur la monarchie avec Edgar Pisani, ancien ministre de l'Agriculture.

(1) Numéros épuisés.



après le festival d'avignon

15 août : la place de l'Horloge, la grande place d'Avignon où les tables de café s'alignent sous les platanes, rend un curieux goût d'amertume. Encombrée, quelques jours auparavant, de « festivaliers » de toutes origines et de toutes conditions, il ne lui reste plus que quelques pancartes restées inutilement accrochées aux panneaux de signalisation, des affiches déjà déchirées semblant venir d'une autre saison, et les papiers gras que les garçons de café se refusent à voir, a fortiori, à ramasser. ..

N'est-ce que la nostalgie d'une fête réussie, mais aujourd'hui terminée ? Le Festival d'Avignon — le vingt-sixième depuis l'année 1937 où Jean Vilar voulut révolutionner l'univers théâtral — ouvert le 11 juillet, a été clos par son responsable, Paul Puaux. « Jamais, affirme-t-il, le public n'a été aussi nombreux, aussi attentif que cette année... On refuse du monde partout. »

UNE VICTOIRE...

Cet ordre du jour d'un lendemain de victoire napoléonienne laisse pourtant un certain malaise. Le succès atteint était-il vraiment le succès que l'on recherchait ? Les résultats statistiques sont une chose : est-il conforme à l'esprit du Festival d'Avignon de borner là son regard ?

Une chose ne pourra pas, en tout cas, lui être retirée : peu de festivals dans le monde sauraient offrir au spectateur ou à l'auditeur une telle variété de représentations en une seule soirée — et, cela, tous les soirs pendant plus d'un mois. Plus de quarante spectacles au même moment, comme cela s'est plusieurs fois produit, il y a de quoi rêver... C'est la première conséquence du fabuleux développement du festival off.

On sait que, depuis 1968, est apparu une sorte de festival parallèle, totalement inorganisé à l'origine, constitué seulement par la venue de troupes créant un théâtre « sauvage » en divers lieux proches d'Avignon, ou même dans son enceinte. Des éléments provinciaux, qui n'avaient jamais su se donner un public, ont ainsi pu en découvrir un, et trouver le succès.

Le Festival officiel ayant lui-même, sous l'impulsion de Vilar, tendu à se diversifier, les disciplines aujourd'hui représentées sont d'une incroyable diversité : théâtre « classique », théâtre de recherche, chorégraphie, rencontres cinématographiques, concerts de musique sacrée, de musique contemporaine ou de jazz, récitals d'orgue, débats, animation populaire, etc.

Il serait impossible de rendre compte de tous ces « événements ». Il est certain qu'il y avait là à boire et à manger... La Comédie-Française, venue pour la première fois, et donnant alternativement le *Richard III* de Shakespeare et l'*Edipe-Roi* de Sophocle, ne pouvait décevoir les

amateurs. La Compagnie Vincent-Jourdheuil donnait une œuvre de jeunesse de Brecht : *Dans la Jungle des Villes*. Plus à appréhender que véritablement à comprendre, cette pièce prouve qu'au théâtre, la pure poésie peut marquer plus profondément le spectateur qu'un texte engagé. Un autre spectacle, *Donna Mobile*, de Claude Prey, organisé par l'O.R.T.F., put remplir le Cloître des Célestins à chaque représentation : sur un livret quasiment inexistant, un travail musical très intéressant servait de prétexte à une mise en scène toute de finesse et de subtilité, et remplie de trouvailles.

DES REVELATIONS...

Dans le domaine chorégraphique, il faut incontestablement mettre à l'actif du Festival officiel la révélation au public d'une merveilleuse danseuse anglaise : Carolyn Carlson. Son long visage, à peine crispé par le contrôle de tous les muscles de son corps, dégageait une aura bouleversante pour les spectateurs massés sur les gradins du Palais des Papes.

Les rencontres cinématographiques ont, elles aussi, de quoi combler les amateurs. Deux cycles consacrés à Jean Renoir et à Buster Keaton feront salle comble tous les soirs. Plusieurs dizaines de films, totalement ignorés des circuits commerciaux, seront eux aussi présentés et discutés. Des « premières » auront également lieu : celle d'*Athanos*, de Philippe Garrel, constituera un échec partiel, bon nombre de spectateurs étant partis bien avant la fin. Mais, à Avignon, ce genre d'échec est lui-même un événement, abondamment discuté le lendemain.

On pourrait continuer ce bilan si évidemment positif, en citant nombre d'autres lieux scéniques où « il s'est passé quelque chose », quelque chose qu'on appelle la création.

On pourrait aussi faire un catalogue des erreurs commises, qui ne manquent pas : dans le *Maïakovski* donné par les Ballets de Marseille, animés par Roland Petit, le suicide du poète soviétique a provoqué, le jour de la première, le fou-rire de la moitié de l'assistance. Ce qui n'était sans doute pas le but cherché. D'autres pièces s'enlissent dans un engagement simpliste ou dans un symbolisme lourd comme une porte de prison. On peut citer, à cet égard, le texte de Roger Pillaudin : « Il faut rêver, dit Lénine ».

Un Festival comme celui d'Avignon a, de toute évidence, une fonction de recherche. Il faut donner leur chance à des hommes, à des œuvres, à des mises en scène, à des compositions musicales dont on ignore, a priori, comment le public les accueillera.

MAIS A QUI TOUT CELA PROFITE-T-IL ?

Pourtant, quand on se trouve à Avignon au milieu de cette fourmilière où se côtoient touristes désœuvrés, amateurs éclairés ou non, comédiens sur les planches ou sur la touche, hippies vrais ou faux, gendarmes toujours vrais, Mouna sur sa tribune, reporters de France Culture, et, par-ci par-là quelques Avignonnais ahuris ou blasés, ont fini par être pris d'un doute : finalement, qu'advient-il de tout cela ? De cette fantastique mêlée, qui sort vraiment gagnant ? Le théâtre ? La « culture » ? L'art ? Ou Avignon, ses commerçants, sa municipalité ? Ou une société qui, consciemment ou non, fige le spectacle pour le mettre au service de ses desseins, ou, au mieux, l'annihiler ?

« L'ennemi premier du théâtre d'art, a écrit Jean Vilar, c'est le spectacle épicière, celui où tout est combiné dans le seul souci de la recette et de la recette maxima. » (1) Dans une société purement mercantile, une œuvre aussi pure que celle qui hantait les rêves de Vilar, ce Festival d'Avignon qu'il a voulu et construit de ses mains, se trouve sous une perpétuelle menace. La gigantesque machine mise en marche risque, à tout instant, de ne plus tourner que pour le profit économique.

Déjà, il est bien difficile de parler de fête. Les hippies qui avaient pris l'habitude de venir sur la place de l'Horloge vendre des objets en cuir ou en bois, produits de leur artisanat, ne sont plus venus cette année, ou sont repartis. Quelques-uns ont voulu rester : il leur fallut verser une patente de 170 francs. D'autres sont venus, revêtant les mêmes apparences, mais ne pensant qu'à ramasser de l'argent. « Aucun, me disait Lucky, l'un des derniers hippies d'Avignon, n'est capable de chanter en s'accompagnant à la guitare toute une journée, comme ça pour le plaisir. Maintenant ils ne chantent que pour la quête. »

DES GENTLEMEN CABOTS ?

Et ces gens qui vont au Palais des Papes, ou au Cloître des Célestins, ou partout ailleurs où il se passe quelque chose, cherchent-ils vraiment à y trouver une fête ? Le théâtre d'aujourd'hui, selon Vilar, est « un rendez-vous pour l'indiscrétion entre neuf heures et onze heures du soir, une parade de gentleman cabot. » (2) C'est précisément contre cela que Vilar a tenté l'expérience d'Avignon.

Antonin Artaud avait parfaitement perçu la manière dont une certaine société a figé le théâtre. « Une idée du théâtre s'est perdue, écrit-il dans *Le Théâtre et son double*. Et dans la mesure où le théâtre se borne à nous faire pénétrer dans l'intimité de quelques fantoches, et où il transforme le public en voyeur, on comprend que l'élite s'en détourne et que le gros de la foule



aille chercher au cinéma, au music-hall ou au cirque des satisfactions violentes, et dont la teneur ne le déçoive pas. Ce texte date de 1933 : il suffit d'y remplacer music-hall, ou cirque, par télévision, et on en comprendra le caractère profondément actuel.

Avignon peut-il nous sortir de cette impasse ? Très objectivement, s'il est difficile de répondre

non à cette question, il est rigoureusement impossible d'y répondre oui. Les menaces qui pèsent sur le Festival tel que l'avait pensé, imaginé, créé Vilar sont tellement lourdes qu'on hésite à être optimiste.

Vilar lui-même a apporté une réponse, à ces questions qui nous hantent. « Cette réponse, dit-il, n'est pas du domaine artistique. Il s'agit (...) de

faire une société, après quoi nous ferons peut-être du bon théâtre. » (3)

Christian DELAROCHE.

- (1) Jean Vilar : « De la tradition théâtrale ». Coll. Idées, n.r.f., page 62.
(2) *Op. cit.*, page 104.
(3) *Op. cit.*, page 105.

Vesdun ou la tradition en marche

Ils étaient venus de partout : d'Ecosse, d'Irlande, des U.S.A. ou simplement des provinces de France. Venus là pour faire revivre les vieilles chansons de leurs pays, dans une immense fête de deux jours et deux nuits. Vesdun, petit village perdu dans la province de Berry, les accueillait, jeunes ou moins jeunes, avec leurs vielles, leurs cornemuses ou leurs épinettes. Les maisons vibraient au son de leurs accords.

Plusieurs centaines de jeunes, refusant les compromissions du système de l'argent, le jeu du capitalisme ou le totalitarisme moderne, avaient ainsi choisi la chanson traditionnelle pour exprimer leur rejet de la société anonyme que fabriquent politiciens de droite et de gauche.

On sait tout ce qu'il faut pour réussir un « bon » festival à la mode. Pour avoir un Dylan, il faut un fric énorme (cf. l'île de Wight). Une multitude de gratteurs de guitare avec plus ou moins de talent, et un gentil organisateur avec une seule idée en tête : ramasser, encaisser. Le tour est joué.

Rien d'une telle mascarade à Vesdun. Juste un droit d'entrée permettant à peine de payer les frais engagés. Et surtout une envie folle de se faire comprendre, peut-être plus encore... l'envie de réinventer tout ce que les gens de nos provinces ont oublié : leurs fêtes.

DES MUSICIENS ET DES HOMMES

Cette immense « Hoot » (1) de deux jours et de deux nuits devait faire connaître et apprécier des instruments oubliés depuis longtemps. Je ne pourrai les énumérer tous. Citons simplement la cornemuse, la vielle que l'on peut entendre lors des rassemblements auvergnats, des dulcimen ou de l'autosharp. Accompagnés par les voix, ces instruments paraissaient d'une extrême jeunesse, malgré leurs trois ou quatre siècles d'âge.

Les musiciens ? On pouvait voir et entendre aussi bien un René Zosso compositeur, créateur plutôt, dans son domaine la vielle, qu'un Tran Quang Hai vietnamien qui ouvrait les oreilles aux richesses instrumentales de l'Asie.

Les musiciens, eux, étaient prévus au programme. L'inconnu, c'était le public. Était-ce vraiment un public ? Rien de passif, rien du consommateur programmé. Lors d'un festival

de folksong à l'étranger, un grand journal avait pu soulever l'indignation de ses lecteurs, en décrivant complaisamment la saleté du public, la vermine sur les corps et les couples enlacés sans pudeur.

Eh bien ! nous l'avons vu, cette « pègre ». Elle ne nous a pas semblé repoussante. Au contraire, elle avait su rendre vie à un village conquis à force de sympathie. Réceptive, elle vibrat à l'appel des airs les plus anciens et avait le don de faire partager sa joie.

LE SENS DU FESTIVAL

La musique traditionnelle qui ressurgit dans nos campagnes vient tout droit de notre passé d'il y a plusieurs siècles. Les divers clubs de folk la ressuscitèrent dans les années 60 et elle devait prendre un essor grandissant après mai 68. Plusieurs festivals ont eu lieu, celui de Maltaverne, énorme machine réunissant près de 12 000 personnes. A Vesdun, le mélange de diverses formes de musique permit une des meilleures réussites dans le genre. Mais la véritable réussite n'était pas seulement musicale. La jeunesse qui est venue en Berry, écouter, chanter et danser représente d'extraordinaires potentialités révolutionnaires contre le système bureaucratique républicain. Vesdun, c'était le refus du « bon » festival où l'on vient en troupeau et où l'on est mené comme un troupeau par le fric et son train.

Vesdun, c'était aussi l'approche de cet art de vivre qu'il faut réinventer, une contestation qui déjà anticipe sur la vie à naître, au-delà des abrutissements présents.

L'Association Folk song international semble bien avoir compris ce rôle de la musique traditionnelle puisqu'elle voudrait que la France entière y reprenne goût, redevienne créatrice sur la lancée de la tradition, sans qu'il soit besoin même de festival. Maurras disait de la tradition qu'elle devait vivre, progresser, s'enrichir, donc changer un peu. Telle devrait être la tradition de la musique et du chant populaires.

En cela, Vesdun était tout à fait dans notre perspective : c'est comme cela que nous entendons « changer la vie ».

Ce n'est pas refuser les acquisitions nouvelles qui rendra vie aux expressions traditionnelles. En Bretagne, en Berry ou en pays d'Oc,

nous avons tous à les faire renaître. A Vesdun les braves gens se sont mis à danser avec les contestataires dimanche dans la nuit.

Si le peuple de France réapprend la joie de vivre, il comprendra où est son oppresseur, il prendra la république en haine. Et c'est avec ce peuple-là que nous ferons la révolution.

François FLEUTOT.

(1) Hoot, abréviation de Hootnanny, se disait de certains rassemblements syndicalistes américains. Aujourd'hui nous l'employons dans le sens de rassemblement de chanteurs et de spectateurs sans séparation entre « l'acteur » et l'auditeur.

- Folk Song Internationale, La Pinède Serinette, 83-Toulon.
- Club du Bourdon, 15, rue Gay-Lussac, Paris (5^e).
- Club La Chanterelle Jean Blanchard, 28, rue Jean-Bourgey, 69-Villeurbanne.

Il existe des clubs de folk ou de musique populaire dans toutes les grandes villes de France. Pour renseignements, écrire à François Fleutot, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})

Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e

la révolution dans l'histoire de l'AF

Au niveau des principes, tout est clair, admirablement net, réserve faite de quelques problèmes d'expression dus à l'évolution usuelle des mots. Lorsqu'il s'agit d'envisager les implications concrètes, les choses se compliquent singulièrement. Le rouge n'est jamais entièrement rouge et le blanc complètement blanc. Il faut faire preuve de discernement sous peine de sérieuses déconvenues. Par exemple, si les grands subversifs n'exprimaient que leur rage dévastatrice, on n'aurait aucun mal à les démasquer. Souvent, leurs dénonciations des injustices sont des plus pertinentes et les gens qui s'opposent à eux apparaissent comme les pires oppresseurs. Il importe de faire porter la critique au bon endroit, et ne pas dénoncer toute contestation de l'adversaire comme diabolique. Mais ce n'est là encore que broutilles.

La question la plus grave qui se pose à nous est celle de notre propre contestation, de notre propre entreprise révolutionnaire qui apparaît aujourd'hui, par une ironie du sort, comme la plus radicale, la plus absolue de toutes. Au début du siècle, nos grands prédécesseurs pouvaient déjà paraître étranges. Prenant la relève des vénérables comités royalistes, ils ne craignaient pas de côtoyer ce qui en fait de syndicalisme révolutionnaire et d'anarcho-syndicalisme il y avait de plus extrême. Malgré cela, ils demeuraient gens de bonne compagnie : à côté des forces neuves, tels les ouvriers de la grande industrie ne voulaient-ils pas s'appuyer également sur l'élément le plus ancien de la nation (et il y avait dans ce mot quelque révérence), l'armée, l'Eglise.

L'expression *pays réel* s'imposait d'emblée aux esprits. Derrière un pays légal pourri mais réduit, subsistait une France qui ne demandait qu'à vivre. Paysanne pour une large part encore, elle pouvait, sous l'impulsion d'un syndicalisme dynamique, s'organiser contre l'anarchie libérale. Catholique, même si la pratique religieuse avait considérablement baissé, sa Foi ne demandait qu'à renaître ainsi que le montrait une magnifique renaissance intellectuelle et mystique.

En fait, deux problèmes provoquaient l'inquiétude : à l'intérieur, l'avenir du prolétariat et à l'extérieur la menace allemande. D'où les deux soucis majeurs de l'A.F., avant 1914, son intérêt pour la question sociale, et son attention vigilante concernant l'évolution de notre politique étrangère et notre préparation ou impréparation militaire.

La dialectique maurrassienne s'employait surtout à montrer que, selon l'expression d'Anatole France, la république se définissait principalement comme l'absence de prince, c'est-à-dire une carence au sommet, l'absence d'une tête, d'un cerveau, d'une volonté au service des intérêts supérieurs de la nation. Il fallait de toute urgence remettre la tête en place, pour éviter au pays la défaite et l'occupation étrangère. Faute d'un Etat digne

de ce nom, l'A.F. était condamnée à exercer la régence du nationalisme et à éviter le pire jusqu'au bout, tout en poursuivant sa lutte contre la démocratie.

Pourtant cette fonction nécessaire de l'A.F. a, il faut bien le reconnaître, pris le pas sur sa vocation révolutionnaire. Il y a une étude à faire, elle n'a jamais été faite sérieusement, sur l'Action française et le coup de force. Il faudrait s'interroger en particulier sans a-priori sur les raisons qui amenèrent l'exclusion d'Henri Lagrange avant 1914. Lagrange avait certes ses défauts, mais sa volonté révolutionnaire fait de lui le grand précurseur de mai 68. Maître absolu du quartier latin, il ne songeait qu'à opérer la jonction entre étudiants et travailleurs pour renverser le régime. Il semble bien que cette perspective effrayait le public conservateur qui avait rejoint l'A.F. non sans quelques préventions. Au lendemain de la guerre l'emprise conservatrice devint plus forte encore. C'était un handicap considérable pour un mouvement révolutionnaire.

Pourtant il ne faut pas exagérer. Les camelots du roi formaient, eux, une authentique force révolutionnaire, et les événements qui précéderent le 6 février 34 ont montré ce dont ils étaient capables. Simplement, un hiatus important semble avoir souvent séparé cette force de frappe du public de la ligue, et de celui, considérable, que la lucidité d'un Maurras et d'un Bainville, attirait. Il n'y avait là en somme rien d'étonnant. On ne peut rendre révolutionnaire un public satisfait de sa situation sociale et économique. Maurras le savait, et esquissait parfois dans sa *politique* les lignes d'une stratégie fondée sur les révoltes spontanées de certaines couches sociales. Il n'était guère compris.

Il faut ajouter à cela que le départ de Georges Valois fut un coup très dur pour le mouvement. Valois était le véritable économiste de la maison, et lui seul aurait été capable de prendre la véritable mesure du tournant des années trente. De ce fait le mouvement se trouvait étranger aux mutations économiques et sociales. Comment, dans ces conditions, élaborer une stratégie correcte ?

Ces quelques réflexions n'ont pas la prétention d'apporter un jugement définitif, encore moins de manifester du mépris par rapport à notre histoire. Nous ne regrettons rien de notre passé, nous en sommes même assez fiers. Seulement, Maurras nous a appris que la tradition était critique et qu'il fallait savoir appliquer l'empirisme organisateur à soi-même pour discerner ce qui a réussi et ce qui n'a pas « marché ». Sinon comment pourrions-nous mener à bien notre tâche ?

Donc, en résumé, l'aspect régence du nationalisme a dans l'ensemble pris le pas sur la vocation révolutionnaire dans l'histoire de l'A.F. Ceci s'explique à cause du caractère prédominant de

la menace allemande et également du fait de la pesanteur d'un public conservateur qui ne retenait qu'une part des leçons de Maurras.

La situation a complètement changé de nos jours par rapport à l'avant-guerre, dans la mesure où il est devenu totalement impossible de parler du *pays réel* dans la même acception. Le mot a plusieurs significations, c'est certain. Il demeure valable si on veut dire que les Français dans leur ensemble sont brimés dans leurs aspirations légitimes par un *pays légal* totalitaire. Mais il ne signifie quasiment plus rien aujourd'hui dans le sens d'une société organique, d'un ensemble de corps intermédiaires certes brimés par l'Etat mais lui résistant avec ténacité pour défendre leurs intérêts. Quelques exceptions demeurent, mais pour confirmer la règle. En un mot, il existait une *société* au début de l'A.F. qui a disparu aujourd'hui.

Les maurrassiens devraient en être les derniers surpris. Leur maître avait prophétisé de longue date la dégénérescence bureaucratique d'une société entièrement soumise à l'emprise de l'Etat et des forces anonymes. *L'avenir de l'Intelligence*, le plus grand livre du siècle disait Henri Lagrange, est le seul qui ait vraiment dessiné les grandes lignes de l'évolution de la société et discerné les fondements de la crise de civilisation à venir. Son auteur savait en effet que la démocratie, après avoir dénaturé l'Etat, corroderait la société au point de la rendre entièrement serve de ce qu'il appelait l'Or.

Nous sommes entrés dans cet *âge de fer* qu'il prévoyait ; *âge de fer* qui apparemment n'a aucun aspect vraiment terrifiant. Au contraire, un univers nouveau et heureux semble naître. Dans l'ère de l'abondance, pour parler comme Jean Yanne, « tout l'univers est beau, tout le monde il est gentil ». Le succès du très médiocre livre de Pauwels ne trompe pas à ce propos.

C'est bien pourquoi nous apparaissions et nous apparaîtront de plus en plus aux Pauwels et consorts comme des empêcheurs de tourner en rond, de dangereux anarchistes. Et en un sens, ils n'auront pas tort. Aucun accommodement ne nous est possible avec leur philosophie de la vie, avec leur manière d'être, avec leur conception de l'organisation de la vie sociale, économique et politique.

Devant le système actuel, nous ne pouvons être que des subversifs radicaux. Ce système réalise en effet toutes les virtualités de la démocratie. L'auteur de *L'avenir de l'Intelligence* parlait à la dernière page de son livre d'une civilisation menacée. Nous n'en sommes plus là. Ce qui se trouve face à nous c'est l'anti-civilisation, l'antithèse exacte de ce que nous aimons et voulons.

(A suivre.)

Gérard LECLERC.